

# SITUATION ACTUELLE DE LA DÉMOCRATIE CHRÉTIENNE EUROPÉENNE

**V**ers la fin des années soixante-dix, d'aucuns pensaient que la démocratie chrétienne européenne était devenue une idéologie encroûtée et en bonne partie caduque. Personne ne niait qu'en reconstruisant une série de pays en ruines et en pansant les blessures subies elle avait accompli une tâche importante, qui permit à deux grandes puissances continentales, la France et l'Allemagne (R.F.A.), de se réconcilier. Elle joua en outre un rôle fondamental à l'heure de l'unification de l'Europe dont Schuman pour la France, de Gasperi pour l'Italie et Adenauer pour l'Allemagne furent les artisans. On reconnaissait même le rôle de la démocratie chrétienne dans l'effort qui fut fait pour essayer de sauver la démocratie et la liberté dans des pays qui tombèrent finalement dans l'orbite soviétique : la Pologne, la Tchécoslovaquie et la Hongrie. Même les plus compétents en matière d'histoire contemporaine n'épargnèrent pas les éloges à l'endroit de ceux qui avaient rendu possible l'indépendance de l'île de Malte, à savoir le Parti nationaliste (D.C.).

Cependant, malgré la reconnaissance desdits mérites et d'autres de moindre importance, on avait l'impression que la démocratie chrétienne ne se maintenait qu'au sein d'un petit nombre de gouvernements : en Italie, dans les Etats du Benelux et en Suisse. Et ne laissaient présager rien de bon la grave crise idéologique de l'ancien M.R.P. français et sa disparition quasi totale à l'occasion de l'accès au pouvoir du général de Gaulle, le fait que les démocrates-chrétiens de l'Allemagne fédérale et de l'Autriche soient entrés dans l'opposition où ils se maintinrent pendant de longues années, l'échec du CDS au Portugal et de l'*Equipo Demócrata del Estado Español* ainsi que l'éphémère succès de la *Neia Democracia* en Grèce.

Le franc succès remporté par l'idéal d'eupéanisme défendu avec entêtement lors de deux élections représenta le tournant d'une situation nouvelle. Bien qu'inexistante en Grande-Bretagne et très faible au Danemark, la démocratie chrétienne réussit au deuxième tour de scrutin à être la force la plus votée, encore que les multiples et parfois contradictoires systèmes électoraux fassent qu'elle ne soit pas le groupe parlementaire comptant le plus grand nombre de députés.

Parallèlement, par l'entremise de la Hollande, la démocratie



chrétienne s'implante en Scandinavie : en Norvège, où se constitue très vite un parti fort qui ne tardera pas à collaborer avec un gouvernement centriste ; en Suède, où elle obtient un grand nombre de conseillers municipaux et même de députés ; en Finlande, où se sont surtout les jeunes démocrates-chrétiens qui ont le plus d'influence.

Au cours des années quatre-vingts, la démocratie chrétienne prolifère du Nord au Sud et de l'Est à l'Ouest. Actuellement il y a des ministres démocrates-chrétiens dans les gouvernements irlandais, belge, luxembourgeois, allemand (Rép. fédérale), français, italien, suisse et autrichien, ainsi que dans les gouvernements autonomes basque et catalan. D'autre part, cinq des douze commissaires de la CEE sont démocrates-chrétiens, tout comme l'était le président du Parlement catalan.

Après avoir reconsidéré leur stratégie, les démocrates-chrétiens ont fondé, au niveau de la Communauté européenne, un groupe parlementaire unitaire, le P.P.E., le plus homogène des groupes politiques à l'échelle européenne. En même temps qu'ils puisent aux sources, ils s'efforcent d'actualiser la doctrine philosophique les inspirant, en se réunissant fréquemment à l'ombre de la Fondation Jacques Maritain ou du Centre d'études de Praglia (Italie), ce qui les a conduits à créer des organisations spécialisées, telles que l'Union européenne des travailleurs démocrates-chrétiens ainsi que son homonyme de représentants locaux.

Mais ce qui les différencie probablement de l'autre grande famille mondiale, les socialistes, c'est à la fois leur attirance pour le fédéralisme et leur volonté de défendre les droits de l'homme, incluant aussi ceux des peuples. A titre d'exemple, l'Union européenne accepte que plus d'un parti par Etat adhère à son groupe, à condition que cela corresponde à un pluralisme national à l'intérieur d'un Etat, ou à l'existence d'une langue ou culture propres ou encore d'une tradition historique ou politique. Ainsi, il y a deux partis démocrates-chrétiens en Belgique : le flamand et le wallon, tandis qu'au sud du Tyrol il existe un parti spécifique regroupant les militants de langue allemande. Ce respect pour les différentes communautés est une caractéristique de la majorité des partis démocrates-chrétiens à ne pas sous-estimer.

FERRAN CAMPS I VALLEJO DÉPUTÉ AU PARLEMENT CATALAN